



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DAXAP LOGISTIQUE

85 QUAI DE BRAZZA
33100 Bordeaux

Références : 26-244
Code AIOT : 0100022991

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement DAXAP LOGISTIQUE implanté 85 Quai de Brazza 33100 Bordeaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DAXAP LOGISTIQUE
- 85 Quai de Brazza 33100 Bordeaux
- Code AIOT : 0100022991
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DAXAP LOGISTIQUE dispose d'un site de fabrication de béton prêt à l'emploi et de valorisation de déchets inertes à Bordeaux, quai de Brazza.

Celui-ci est déclaré sous la rubrique n° 2518-b « Installation de production de béton prêt à l'emploi... » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) (récépissé du 07/06/2023), ainsi que sous la rubrique n° 2515-1 « Broyage, concassage... » (récépissé du 08/10/2024). L'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales du 5 septembre 2025 complète la réglementation générale pour ce qui est de la limitation de la puissance du broyage-concassage pour s'assurer du respect du seuil de la déclaration pour cette activité.

Une installation de « tri, transit et regroupement de matériaux inertes » est également exploitée sur le site par CARRIERES IRIBARREN, au régime de la déclaration. Les opérations sur ce site sont réalisées par DAXAP pour le compte d'IRIBARREN.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre déchets entrant et sortant	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Consignation de clefs d'engins	AP de Mesures Spéciales du 05/09/2025, article 2	Demande d'action corrective	15 jours
4	Registre des engins sortants	AP de Mesures Spéciales du 05/09/2025, article 3	Demande d'action corrective	15 jours
6	Dossier ICPE	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I – 1.4	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Régularisation administrative rubrique 2515	AP de Mise en Demeure du 02/04/2025, article 1.a	Sans objet
5	Régularisation administrative rubrique 2517	AP de Mise en Demeure du 02/04/2025, article 1.b	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I – 2.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure prise par arrêté préfectoral du 2 avril 2025 peut être levée dans la mesure où la situation administrative du site a été régularisée.

Toutefois, l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales du 5 septembre 2025 complétant la régularisation administrative au régime de la déclaration pour la rubrique 2515. S'agissant de dispositions organisationnelles n'impliquant pas de risque ou inconvénient direct, l'inspection ne propose pas de mise en demeure pour ce premier constat de non conformité.

L'exploitant ne respecte pas non plus la réglementation générale en ce qui concerne la traçabilité des déchets et la tenue du dossier administratif de son installation. Les réponses qu'il a apportées par courriel plusieurs jours après l'inspection dénotent d'une incompréhension et d'une méconnaissance totale des attendus sur les 2 sujets sus-mentionnés, puisqu'il déclare que les documents transmis sont conformes, alors que leur vacuité est évidente.

De manière plus générale, l'inspection des installations classées relève que :

- l'exploitant ne maîtrise pas la réglementation ICPE applicable à ses installations. Il est attendu un travail sur le sujet ;

- l'exploitant apporte des éléments de réponse qui semblent volontairement incomplets. Il est attendu de la pertinence et de la conformité dans les réponses qui seront apportées au rapport d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre déchets entrant et sortant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2
Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : Article 1 Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Article 2

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé

ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Sur place, l'inspection prend connaissance du logiciel de gestion des entrées et sorties de déchets et matériaux du site, qui assure un certain niveau d'information, y compris un renvoi vers les déclarations d'acceptation préalable. Toutefois, aucune extraction du logiciel ne semble permettre d'obtenir toutes les informations réglementaires correspondant à un registre des entrées et sorties de déchets. L'inspection n'est donc pas en mesure de vérifier sur place que les registres sont conformes.

A *posteriori*, le 17 mars 2026, l'exploitant a transmis des documents qu'il qualifie comme "établis conformément aux dispositions mentionnées aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement, notamment en ce qui concerne les informations relatives aux flux entrants et sortants ainsi qu'aux opérations de préparation, de recyclage ou de valorisation". Ces fichiers ne contiennent en réalité que la masse totale entrante et la masse totale sortante du site entre le 1er et le 16 mars 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de tenir à jour, sous un mois, un registre des déchets entrants et sortants du site conforme à la réglementation et de le transmettre à l'inspection sous ce même délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Régularisation administrative rubrique 2515

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/04/2025, article 1.a

Thème(s) : Situation administrative, Régularisation

Prescription contrôlée :

DAXAP LOGISTIQUE (...) est mise en demeure de régulariser sa situation administrative (...) au regard de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées

Constats :

Suite à l'inspection du 14 février 2025, des réponses et discussions entre l'exploitant et l'inspection au cours de l'année 2025 ont abouti à un arrêté préfectoral de prescriptions spéciales prescrivant des mesures techniques pour la limitation de la puissance cumulée des installations de broyage-concassage, en complément de la déclaration pré-existante au titre de la rubrique 2515.

Sur place, l'inspection ne constate aucune activité de broyage-concassage car aucune campagne de traitement n'est en cours.

Toutefois, sous réserve du respect de l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales sus-mentionné, la situation administrative est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 3 : Consignation de clefs d'engins

Référence réglementaire : AP de Mesures Spéciales du 05/09/2025, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mesure technique [de limitation de la puissance maximale des machines pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation] retenue par l'exploitant est la consignation des clefs de démarrage des engins dans une boîte sécurisée conservée fermée sous la responsabilité d'un agent administratif désigné qui remet les clefs aux opérateurs des engins selon les règles suivantes :</p> <p>Les pelles à chenilles équipées de la pince à béton et le marteau brise-roche peuvent fonctionner simultanément ;</p> <p>Le crible doit fonctionner seul ;</p> <p>Le concasseur doit fonctionner seul.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur place, l'inspection constate qu'une boîte à clef est présente dans le local administratif du site. La boîte n'est pas fermée et seule la clef du concasseur y est présente.</p> <p>L'exploitant indique que la remise des clefs aux conducteurs d'engins est sous la responsabilité de l'agent de bascule, présent dans le local, qui confirme. Selon l'exploitant, la clef du crible pourrait avoir été oubliée sur l'engin. Il indique également que les pelles ont des clefs de démarrage universelles donc que les conducteurs d'engins les conservent avec eux.</p> <p>Cet état de fait n'est pas conforme à la prescription et ne garantit pas le contrôle de la puissance simultanée en fonctionnement puisque les pelles munies d'équipements de broyage et le crible pourraient fonctionner simultanément (clefs absentes).</p> <p>Le registre d'utilisation des engins (voir point suivant) rempli par l'exploitant semble indiquer que le concasseur, le cribleur et pelles munies de pince "croque-béton" et marteau brise-roche n'ont pas fonctionné simultanément sur la période du 10 septembre 2025 au 13 février 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de renforcer ses mesures de limitation de la puissance sous quinze jours de manière à garantir le respect des règles de fonctionnement des engins prescrites.</p> <p>S'agissant d'un premier constat de non-respect d'une mesure organisationnelle de preuve du contrôle de la puissance, l'inspection propose de ne pas mettre en demeure l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Registre des engins sortants

Référence réglementaire : AP de Mesures Spéciales du 05/09/2025, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation
Prescription contrôlée :

<p>Lorsque l'un des engins de l'installation sort de l'emprise du site et que sa clef de démarrage est de ce fait déconsignée, ce mouvement est inscrit dans un registre tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur place, l'inspection constate qu'un registre d'utilisation des engins est tenu par l'exploitant. Une vingtaine d'opérations y sont consignées et signées par les conducteurs d'engins entre le 10 septembre 2025 et le 13 février 2026. Une seule opération extérieure au site et datée du 28 octobre 2025 est consignée, l'engin concerné n'est pas précisé. Toutefois, n'est pas consignée dans ce registre la sortie du concasseur sur un site où le fonctionnement de l'engin a été constaté par l'inspection le 6 février 2026.</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir compris la prescription et n'indiquer que les utilisations sur site. A la lecture de la prescription, l'exploitant convient qu'elle est univoque.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de changer sa pratique sous quinze jours afin que lorsqu'un engin sort de l'emprise du site et que sa clef est déconsignée, ce mouvement soit inscrit dans le registre. S'agissant d'une première constatation de non-conformité sur cette mesure organisationnelle de preuve de la limitation de la puissance simultanée en activité, l'inspection ne propose pas de mettre en demeure l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 5 : Régularisation administrative rubrique 2517

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/04/2025, article 1.b</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Régularisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>DAXAP LOGISTIQUE (...) est mise en demeure de régulariser sa situation administrative (...) au regard de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection du 14 février 2025, des réponses et discussions entre l'exploitant et l'inspection au cours de l'année 2025 ont abouti à statuer sur l'absence de classement dans la rubrique 2517 pour DAXAP LOGISTIQUE. Les installations concernées ont été déclarées au nom de CARRIERES IRIBARREN, qui est exploitant de droit mais sous-traite de fait l'exploitation à DAXAP LOGISTIQUE.</p> <p>La situation administrative est conforme dans la mesure où les activités, soumises au régime de la déclaration, sont effectivement déclarées.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant, et à son partenaire CARRIERES IRIBARREN, que cette situation</p>

est administrativement fragile car les activités peuvent être considérées connexes et relevant d'un seul exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dossier ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I – 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Dossier ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dossier de déclaration dont la mention des dispositions prévues en cas de sinistre, - les plans tenus à jour, - la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales, - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a, - s'ils existent, les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, les rapports des visites, - les documents prévus aux points 3.5, 3.6, 4.7, 5.1, 7.4 du présent arrêté. <p>Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur place, l'exploitant n'est pas en mesure de fournir les documents constitutifs de son dossier ICPE et indique que son associé est en charge de cet aspect.</p> <p>L'inspection avait déjà indiqué lors de la précédente visite et rappelle que ce dossier peut être numérique ou physique, mais qu'il doit être à disposition.</p> <p>L'exploitant a transmis <i>a posteriori</i>, le 17 mars 2026, un fichier qui selon lui "comprend les éléments mentionnés au point 1.4 de l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515". Le fichier contient en réalité seulement la preuve de dépôt de déclaration et deux plans très peu détaillés des alentours du site.</p> <p><i>A minima</i> un arrêté préfectoral de prescriptions spéciales, un rapport de visite d'inspection, des rapports de mesure de bruit et de poussières existent pourtant et doivent être inclus dans ce dossier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de constituer sous quinze jours un dossier complet, de le tenir à jour et à disposition de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe I – 2.10
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur place, l'inspection constate qu'un récipient d'AdBlue de 1 000 L est présent dans le hangar du site et placé sur une rétention adéquate.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>